

LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE EUROPEENNE SE PRECISE

Les 17 chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro étaient réunis vendredi dernier, à Bruxelles, pour tenter de s'accorder sur le renforcement des moyens de lutte contre la crise de la dette souveraine. Une crise qui n'en finit pas de durer, comme l'a montré la semaine dernière l'agence de notation *Moody's* en dégradant une nouvelle fois la note de la Grèce, aggravant du même coup les difficultés de ce pays pour se refinancer.

A la surprise des observateurs, d'importantes décisions ont été prises lors de ce sommet de l'eurozone, allant dans le sens d'une plus forte solidarité financière et économique entre Etats membres.

La chancelière allemande, Angela Merkel, toujours très réticente en matière de soutien aux mauvais élèves de la classe euro, a finalement accepté d'augmenter à 440 milliards d'euros la capacité effective d'intervention du *Fonds européen de stabilité financière* (FESF), actuellement limitée à 250 milliards. Le *Mécanisme européen de stabilité* (MES) qui lui succèdera de manière pérenne en juin 2013 (sous réserve d'une légère modification du Traité de Lisbonne) sera doté de 500 milliards d'euros. Surtout, et c'est la principale surprise, la chancelière a accepté d'assouplir les moyens du FESF et du MES : alors qu'ils ne peuvent actuellement intervenir que sous forme de prêt aux états en difficulté, ils pourront « *à titre exceptionnel* » acheter directement de la dette souveraine sur le marché primaire. C'est là une vraie révolution car cet embryon d'obligations européennes ouvre la voie à une mutualisation des dettes publiques, considérée jusque là comme totalement inacceptable par Berlin...

En contrepartie de cette solidarité accrue, les 17 ont adopté le pacte de compétitivité proposé par l'Allemagne le mois dernier en le rebaptisant « *pacte pour l'euro* ». Ouvert aux pays qui n'ont pas encore adopté l'euro, ce pacte institue une « *coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence* ».

Reste à mesurer la capacité des gouvernements à faire accepter socialement un accord européen déjà qualifié d'ultralibéral par les ténors socialistes !

Alain MARTY
Centre d'Information Europe Direct
Chambre d'Agriculture d'Auvergne